

Après d'autres échanges officieux, les Cinq ont décidé qu'il leur serait nécessaire de former un groupe de contact et d'entreprendre des discussions plus détaillées avec l'Afrique du Sud concernant les possibilités qui s'offraient de se rapprocher des objectifs établis. Un groupe de contact à cet effet, composé de hauts fonctionnaires de nos gouvernements et de représentants supérieurs de nos missions à New York, s'est rendu en Afrique du Sud du 27 au 29 avril pour discuter de la plupart des problèmes liés à la question namibienne ainsi que des dispositions de la résolution 385 (1976). A la suite de ces discussions, l'Afrique du Sud, dans un geste important, a indiqué son intention de renoncer à la mise en application de la Constitution de Turnhalle par voie de la législation proposée, d'établir à sa place une autorité administrative centrale en Namibie et d'organiser dans l'ensemble du territoire des élections qui, tenues avec la participation directe des Nations Unies, auraient pour objectif la formation d'une assemblée constituante ayant pour mandat de rédiger une constitution pour la Namibie.

Je me permettrai de souligner qu'entre avril 1977 et janvier 1978, nos cinq gouvernements n'ont pris aucune position quant aux éléments susceptibles d'entraîner une application concrète des dispositions de la résolution 385 (1976). Nous avons fait savoir clairement à chacune des principales parties et à tous les autres intéressés que nous explorions attitudes et idées et que nous adopterions une position neutre. Nos moyens de consultation et d'exploration ont évolué avec le temps. Ainsi, après la première série de discussions que le groupe de contact a eues en Afrique du Sud, nous avons eu des entretiens avec la SWAPO, le Secrétaire général des Nations Unies, les représentants de la Tanzanie, de la Zambie, du Mozambique, de l'Angola, du Botswana et du Nigéria, ainsi qu'avec d'autres groupes en Namibie concernant les résultats de nos premiers contacts avec l'Afrique du Sud. Ces consultations préliminaires ont été très importantes, puisqu'elles nous ont permis de mieux comprendre les divers points de vue.

De nouveaux pourparlers ont eu lieu en Afrique australe et à New York entre le groupe de contact des Cinq et les principales parties intéressées: l'Afrique du Sud, au Cap, du 8 au 10 juin 1977; la SWAPO, à New York, du 8 au 11 août 1977; l'Afrique du Sud, à Pretoria, du 22 au 26 septembre 1977; et la SWAPO, à New York, du 14 au 19 octobre 1977. Après chaque série de discussions, les Cinq ont de nouveau informé les parties et États concernés, de même que les membres du Conseil de sécurité et du Conseil pour la Namibie.

Fin novembre et début décembre, le groupe de contact a mené une série exhaustive de consultations et de discussions avec les pays africains en mesure de contribuer aux efforts visant à aboutir à un règlement négocié en Namibie. Entre le 21 novembre et le 12 décembre, le Groupe a rencontré dans leurs capitales respectives le président Nyerere de la Tanzanie, le ministre des affaires étrangères Chissano, du Mozambique, le président Khama et le vice-président Masire, du Botswana, le président Kaunda, de la Zambie, le premier ministre Do Nascimento et le ministre des affaires étrangères Jorge, de l'Angola, ainsi que le chef d'État du Nigéria, M. Obasanjo. Durant cette période, le Groupe a rencontré une fois de plus les dirigeants sud-africains, et à deux reprises ceux de la SWAPO.